

Dette, croissance, inflation... Ces indicateurs macroéconomiques qui commencent à inquiéter

écrit par Christine Tasin | 22 janvier 2022





Voici un article du Parisien qui, nonobstant son soutien indéfectible à Macron met les pieds dans le plat. Oui, Macron nous a surendettés, oui il faut s'attendre à payer très cher au propre et au figuré le quinquennat Macron, avec des hausses d'impôts jumelées à des augmentations démentielles du gaz, de l'électricité, de l'essence... liste non limitative.

Pendant ce temps, sur les plateaux et les marchés des journaliers et des militants LREM béats essaient de nous faire croire que grâce à Macron les portes du paradis économique seraient ouvertes...

Les différents observateurs s'accordent à dire que la durée de la vague Omicron sera décisive pour

l'économie française. (Illustration) LP/Arnaud Journois

Alors qu'une croissance molle est prévue d'ici deux ans, l'État devra trouver d'autres leviers pour rembourser la dette. Réformes, baisse des dépenses publiques, voire hausse des impôts : il lui faudra prendre des mesures pour rassurer les marchés.

Quelques nuages, encore parsemés, apparaissent au loin. Une croissance molle à l'horizon 2024, **une inflation en hausse, des taux qui grimpent et une dette publique qui gonfle à coups de milliards d'euros injectés pour protéger l'économie, atteignant 116,3 % du PIB selon les dernières données connues...** Alors qu'il y a peu ces derniers mois [la reprise économique enchantait le gouvernement](#), les chiffres macroéconomiques les plus récents appellent à la prudence. Même si, [comme l'a indiqué le ministre délégué chargé des Comptes publics aux Échos jeudi](#), les recettes fiscales sont meilleures que prévues, preuve d'une économie solide.

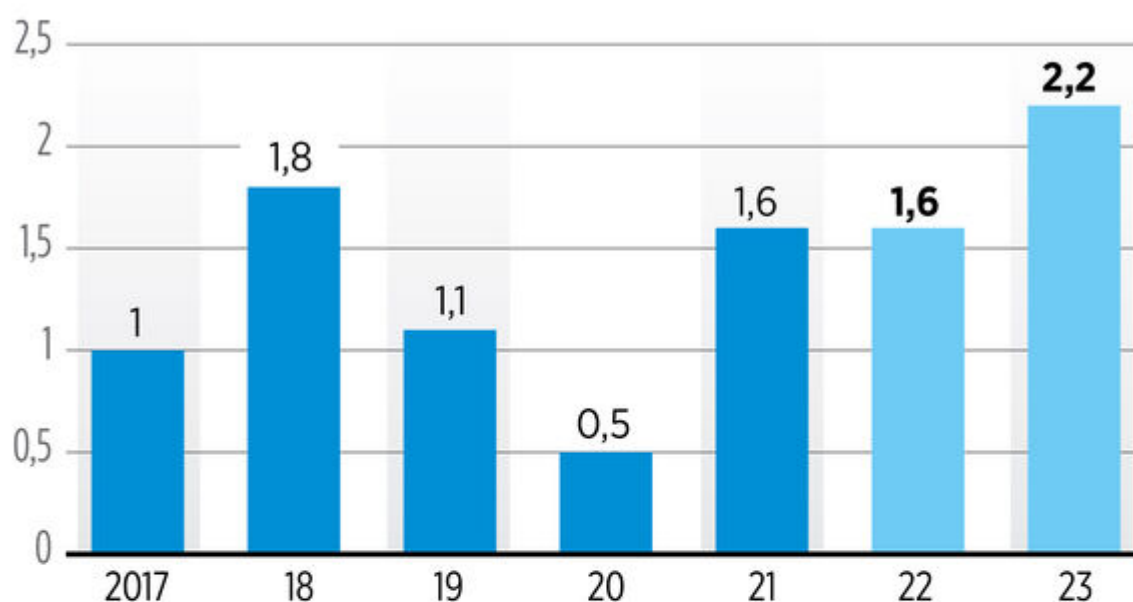
« Nous avons un petit peu de raisons de nous inquiéter, estime Mathieu Plane, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Les différents scénarios de croissance présentés il y a deux mois tablaient sur une reprise de l'activité avec une normalisation de la situation fin 2022. On pensait que la vaccination massive et la levée

des contraintes sanitaires permettraient la reprise du tourisme et de l'activité internationale. C'était avant [Omicron, qui perturbe la donne](#). Il impacte de nombreuses chaînes de production, notamment en Chine, et cela reste inquiétant. »

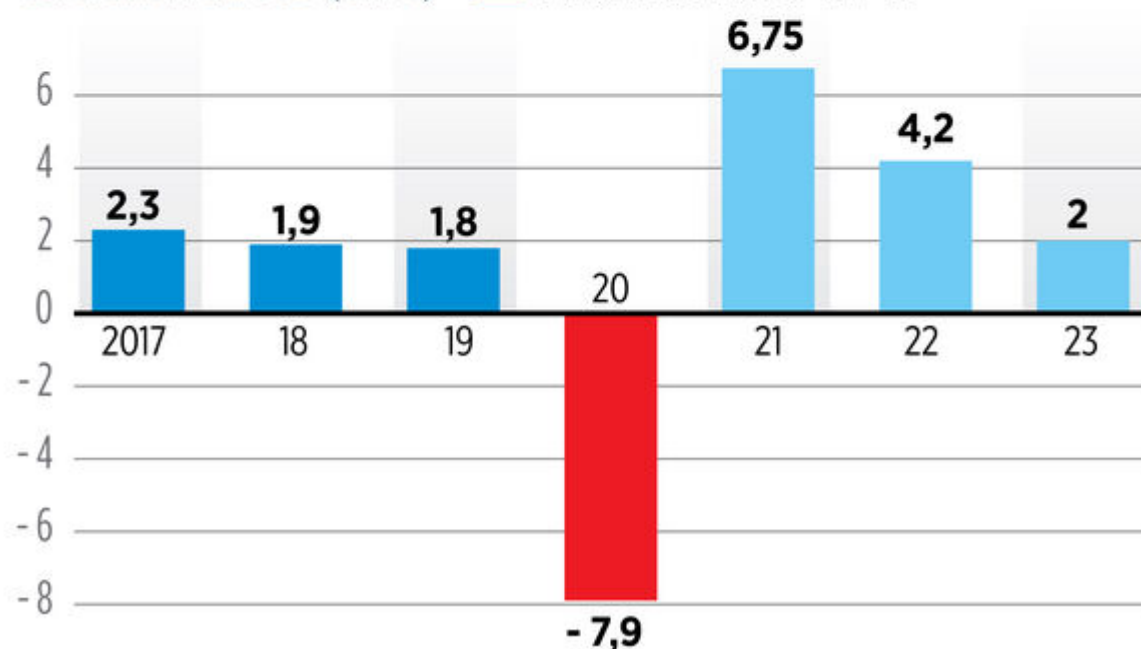
Des indicateurs inquiétants



Taux d'inflation en moyenne annuelle ■ Prévisions BDO-BIPE



Évolution du PIB (en %) ■ Prévisions BDO-BIPE



SOURCE : INSEE.

LP/INFOGRAPHIE. 21/01/2022.

Le problème d'une « croissance molle »

Dans le viseur de l'économiste : les bonnes prévisions de croissance du gouvernement. Bercy table sur une croissance de 4 % en 2022. « C'est la fourchette haute, tacle Mathieu Plane. Tout dépendra d'Omicron, si c'est un variant express ou s'il fait patiner la croissance au premier trimestre. » Selon lui, malgré le protocole allégé ces dernières semaines, environ un million de travailleurs sont arrêtés chaque semaine, soit positifs au Covid, soit pour garder ses enfants. « Cela représente entre 3 et 4 % des gens en emploi, calcule-t-il. Est-ce que les entreprises arriveront à compenser ce manque de personnel ou y aura-t-il un choc d'offre ? Tout dépendra de la durée de la vague. Mais rien ne dit que la croissance ne sera pas nulle au premier trimestre et que les 4 % pourront alors être atteints. »

Le souci, c'est que le gouvernement mise en partie sur la croissance pour financer les 140 milliards d'euros injectés depuis 2019 pour faire face à la crise sanitaire. En cas de « croissance molle », comme le prévoient les experts dès 2024, il faudra trouver d'autres leviers pour [rembourser la dette](#). D'autant que depuis janvier, l'État français emprunte de nouveau à des taux positifs. « Toute la problématique des années à venir est là, estime Anne-Sophie Alsif, cheffe économiste au Bureau international des prévisions économiques (Bipe). Avec des taux plus hauts et une croissance normalisée, il faudra montrer aux marchés que les finances publiques vont dans le bon sens pour être assainies. »

« La croissance va nous aider, mais

elle ne suffira pas »

Certes, l'Union européenne n'imposera pas aux États membres des règles budgétaires trop strictes et trop rapides. « Mais dans l'année qui suivra l'élection présidentielle, sous la pression de l'Allemagne, Bruxelles sera à coup sûr focalisée sur la trajectoire budgétaire des pays et notamment de la France », poursuit Anne-Sophie Alsif. Pour Mathieu Plane, pas de doute : « La croissance va nous aider, mais elle ne suffira pas. Il faudra faire des efforts sur les dépenses... »

Plusieurs leviers peuvent être actionnés, sans certitude à quelques mois du scrutin présidentiel : baisse du train de vie de l'État, réduction du nombre de fonctionnaires, hausse des impôts, réformes structurelles. « Cela passera par exemple par [la réforme des retraites](#) qui, si elle est menée, permettra de fortes économies, estime l'économiste du Bipe. S'il n'y a pas de réformes majeures, les marchés se diront alors que la France est dépensière et que, peut-être, lui prêter peut devenir risquer. »

Si la France sauve sa peau, elle devra toutefois soutenir ses voisins européens, parfois bien plus malmenés qu'elle. « Même si la Banque centrale européenne possède désormais de nombreux instruments pour juguler une situation de crise ou faire face en cas d'attaque des marchés, une succession de mini-phénomènes pourrait devenir une boule de neige difficile à arrêter », prévient Anne-Sophie Alsif. Le colosse aux pieds d'argiles de la zone euro ? L'Italie, qui, malgré un plan de relance solide et un [Mario Draghi](#) respecté aux manettes, enregistre une croissance potentielle faible, une démographie en chute libre et une dette dans le rouge carmin.

<https://www.leparisien.fr/economie/dette-croissance-inflation-ces-indicateurs-macroeconomiques-qui-commencent-a-inquieter-21-01-2022-U5MZFM60BHJZBJCEBFHCA6UWE.php>